

DA08 - DOSSIER D'ACCRÉDITATION FICHE DE PRÉSENTATION D'UNE FORMATION DE TYPE LICENCE, LICENCE PROFESSIONNELLE OU MASTER

CAMPAGNE D'ÉVALUATION 2019-2020
VAGUE A

Établissement demandant l'accréditation : Université de Lyon (Lyon2)

La formation	
Intitulé (préciser le cas échéant si l'intitulé est hors nomenclature) :	Intervention et Développement Social (IDS)
Niveau (L, grade L, LP, M, grade M, autre) :	M
Origine de la formation (préciser et détailler si nécessaire s'il s'agit d'un renouvellement à l'identique, d'un renouvellement avec structuration, d'une création issue d'une restructuration ou d'une création ex-nihilo. En cas de création ex-nihilo, argumenter en quelques phrases cette création) :	<p>Renouvellement</p> <p>Initialement, la mention de master IDS a été créée en 2016 pour réunir deux parcours existants [ANACIS et PSDT] formant des cadres du travail social (formateurs, conseillers techniques, coordonnateurs, chargés d'étude, etc.) et un parcours consacré à l'étude des inégalités et à la lutte contre les discriminations [ID]. Ce dernier parcours, sensiblement différent des deux autres, rejoindra en 2022 la mention sciences sociales de l'IETL (Lyon2). Le renouvellement de la mention se fait donc autour des 2 parcours fondateurs.</p> <p>Le socle commun de la mention repose sur des enseignements mutualisés dédiés aux articulations entre recherche et intervention. La mention de master IDS est fortement adossée au Centre Max Weber (UMR 5283)</p>
Champ de formations (indiquer le champ principal dans lequel s'inscrit cette formation. Préciser le cas échéant s'il y a un champ secondaire) :	Politiques sociales, travail social et médico-social, intervention sociale, développement social et territorial, santé mentale, activation citoyenne.
Etablissements (indiquer les établissements qui demandent une co-accréditation) :	Université Lyon 2 et Université Jean-Monnet (Saint-Etienne).

<p>Parcours (préciser et détailler si nécessaire les différents parcours prévus dans la formation, y compris le parcours d'accès santé (L. AS)) :</p>	<p>Parcours ANACIS : Analyse et conception de l'intervention sociale (Lyon2)</p> <p>Parcours PSDT : Politiques sociales et développement territorial (UJM)</p> <p>Ces parcours forment des spécialistes de recherche et d'étude en intervention sociale et/ou territoriale capables d'analyser, de concevoir et d'évaluer l'action sociale et d'animer et de conduire des médiations à l'échelle d'un établissement, d'un service, d'un réseau pluridisciplinaire ou d'un territoire (diagnostic, évaluation des dispositifs ou des programmes d'action à l'échelle d'un établissement, d'un service, d'un réseau ou d'un territoire ; réalisation de projets innovants relatifs à l'action sociale ; conduite et la coordination des actions sociales complexes ; formation des professionnels de l'action sociale).</p> <p>Malgré leur bases communes, et outre leur distance géographique, les deux parcours se spécifient par certaines de leurs entrées (p.e. le pilotage et l'approche clinique pour ANACIS, la médiation et l'activation citoyenne pour PSDT), par leurs méthodes pédagogiques (chaque promotion d'ANACIS regroupe des étudiants en FI et en FC, alors que ces formations sont distinctes pour PSDT (sauf s'agissant des enseignements mutualisés) ; les modalités de mutualisation avec les autres mentions notamment de sociologie diffèrent sensiblement, au regard des contraintes et des opportunités locales.</p> <p>Compétences visées : connaissance des politiques sociales, capacité à concevoir et conduire des actions sociales, à valoriser l'action sociale, la conduite de projet, les capacités d'abstraction, d'analyse et de synthèse ; à circonscrire un objet de recherche et à adopter la méthodologie et les outils d'analyse appropriés</p> <p>Secteurs d'activité : Secteurs social et médico-social ; Administrations publiques ; Collectivités territoriales ; Établissements publics, sociaux, scolaires ou hospitaliers ; Entreprises privées ; Fédérations et associations ; Organismes de protection sociale ; ONG.</p> <p>Type d'emplois accessibles : Dirigeant.e d'associations, d'établissements ou de services du secteur social et médico-social ; Chargé.e de mission ou chef.fe de projet (animation ou coordination) ; Conseiller.ère technique ; Chargé.e d'études ; Chargé.e d'évaluations internes et externes ; Formateur.trice en intervention sociale.</p>
<p>Lieux de la formation (préciser le cas échéant les délocalisations) :</p>	<p>Lyon (ANACIS) ; Saint-Etienne (PSDT) ; cours mutualisés alternativement à Lyon et Saint-Etienne</p>
<p>Modalités d'enseignement (préciser si la formation est faite en apprentissage, en contrat de professionnalisation, à distance, etc.) :</p>	<p>Formation dispensée en Formation initiale et Continue</p>
<p>Volume horaire de la formation (indiquer aussi la part d'enseignement en langues étrangères) :</p>	<p>Parcours ANACIS :</p> <p>FI (M1 + M2) : 658 h [508 h de cours (dont 21h langues étrangères) + 140 de stage + 150 d'autoformation guidée]</p>

	<p>FC (1/2 M1 + M2 sur 2 années) : 457H [357 h de cours + 100h d'autoformation guidée]</p> <p>Parcours PSDT :</p> <p>FI (M1 + M2) : 728 h [654 h de cours dont 42 h en langue étrangère) + 74 h projet collectif] + 540 h de stage</p> <p>FC (M2 sur 2 années) 391h</p>
Effectifs attendus :	35 étudiant.es
Partenariat avec un autre (ou d'autres) établissement d'enseignement supérieur public :	<p>Établissements de formation supérieure partenaires [établissements subventionnés par la Région AURA]:</p> <p>ARFRIPS (Association Régionale pour la Formation, la Recherche et l'Innovation en Pratiques Sociales)</p> <p>ENSEIS (École Nationale des Solidarités, de l'encadrement et de l'intervention sociale ; anciennement IREIS)</p> <p>École Rockefeller (Établissement de formations sanitaires et sociales)</p> <p>ESSSE (École Santé Social Sud Est ; anciennement CCAURA)</p> <p>Sciences Po Lyon (à venir)</p>
Accords internationaux particuliers :	<i>Convention avec la Haute École de la Province de Liège et la Haute École Libre de Mosane (Master en ingénierie et action sociale, Belgique)</i>
Conventionnement avec une institution privée française :	
<p>Amélioration de la visibilité des Compétences – débouchés</p> <p>Les métiers de l'encadrement doivent être distingués entre les fonctions de direction d'établissement, de pilotage de l'action, de supervision d'équipes, d'études et recherches, de formation. Les compétences de direction, de conseil technique, de supervision, qui supposent une certaine expérience du domaine, correspondent surtout aux profils d'étudiants en formation continue. Les compétences liées aux activités d'animation de réseaux, de coordination de projets, d'études, de diagnostic, d'ingénierie du développement, d'innovation, voire de formation, compétences fondées sur des situations d'expertise, sont particulièrement accessibles aux étudiants en formation initiale.</p> <p>Précision sur les stages</p> <p>Concernant principalement les étudiant.es en formation initiale, les stages proposés peuvent être distingués selon la dynamique de l'offre : une offre externe définie par des besoins identifiés par les employeurs (mission d'enquête, diagnostic social de territoire, évaluation d'un dispositif, mise en œuvre d'un plan d'action de lutte contre les discriminations ou les exclusions, implication dans des dispositifs de recherche-action, etc.) ou une commande de stage co-produite par l'employeur et l'étudiant.e accompagné.e de son référent de</p>	

stage (enquête exploratoire, enquête collaborative, actions expérimentales, mise en place de démarches participatives sans consignes de départ établies, , etc.)

Mobilité internationale

La faible mobilité internationale des étudiant.e.s est due essentiellement d'une part aux caractéristiques socio-professionnelles des publics accueillis en formation continue, lesquels sont dans l'incapacité de concilier situation d'emploi et mobilité internationale et d'autre part aux visées de la plupart des étudiant.es en formation initiale très centré.es sur leur avenir professionnel dès la sortie du master et cherchant plutôt à « s'assurer » un réseau professionnel en France via les stages et les enquêtes de terrain qu'ils conduisent et les expérimentations dans lesquelles ils-elles sont impliqué.e.s.

Remarque : La convention Lyon2/Écoles de travail social de Lyon/Hautes Écoles de Liège (parcours ANACIS) consiste en une rencontre annuelle de 3 jours, organisée alternativement à Lyon et à Liège, lors de laquelle les étudiant.e.s français.e.s et belges échangent sur leurs pratiques de recherches et sur les pratiques d'intervention qu'ils analysent au sein de séminaires croisés. Parallèlement, plusieurs conférences sont données autour de la comparaison de l'évolution des politiques sociales en Europe.

Adossement à la recherche - Poursuite en doctorat

Les compétences de recherche sont centrées sur la conduite de l'enquête, en vue de mieux définir l'action avec et pour les personnes concernées. De manière à intégrer les dynamiques d'intervention par la recherche, le volume d'enseignement consacré à la méthodologie de recherche (ethnographie coopérative, recherches participatives, recherches-actions) sera augmenté.

Les titulaires d'un mémoire de recherche IDS de très bonne facture peuvent envisager de continuer en doctorat, à condition qu'ils puissent bénéficier d'une allocation (CDU, contrat CIFRE).

Taux d'échec

L'analyse des taux d'échec donne à voir deux types de situations, selon que les étudiant.e.s sont en formation initiale ou continue.

S'agissant des étudiant.es en formation initiale, l'étude des parcours montre une progression forte de la précarité sociale qui impacte le temps consacré aux études, la disponibilité intellectuelle et la santé psychique de certains étudiant.es qui se traduit ces dernières années en effet par des abandons. Néanmoins, les effectifs restreints dans le parcours de formation initiale de PSDT et d'ANACIS permettent un accompagnement renforcé des étudiant.es.

S'agissant des étudiant.es en formation continue, les abandons sont liés à trois types de contextes : un changement d'emploi et/ou de situation professionnelle devenant incompatible avec la formation ; l'extension du nombre de formations financées à titre personnel avec un temps d'étude pris sur les congés ; un changement biographique important (maladie, accident, divorce...). Dans de nombreux cas (environ 20 % du total des étudiants en formation continue), nous retardons la soutenance du mémoire de manière à donner plus de temps à l'étudiant.e pour terminer son cursus, mais dès lors que la soutenance a lieu une année universitaire plus tard, avec un résultat pourtant positif, il.elle n'a pas été compté.e statistiquement comme étant une réussite.

Evaluation anonyme de la mention par les étudiants

Nous avons omis de préciser dans notre rapport que nous avons mené des évaluations anonymes par questionnaires, le dépouillement ayant montré une forte redondance avec les évaluations régulières organisées collectivement de manière orale, d'où l'absence de production de compte rendu. Nous réfléchissons à la manière de proposer à l'ensemble des protagonistes de la mention un compte rendu dynamique issu des différentes modalités d'évaluation de la formation par les bénéficiaires.

Conseil de perfectionnement

Comment arriver dans un seul conseil à représenter d'une part la diversité des métiers et d'autre part à assurer la représentativité des équipes pédagogiques et des étudiant.es ? La réduction de la mention à deux parcours, plus homogènes, devrait rendre possible un conseil unique, malgré l'éloignement géographique des deux sites. Nous envisageons de réunir chaque fin d'année universitaire 2 étudiant.es de chacun des parcours assurant ainsi l'équilibre entre M1 et M2 et/ou entre FI et FC, 4 professionnel.le.s représentant une collectivité territoriale, une administration publique, une entreprise, une fédération associative) et chaque responsable de parcours, assisté au moins d'un.e partenaire de la formation. Soient 12 personnes. Enfin, l'idée est de centrer les échanges d'abord sur l'évaluation des journées d'études (enseignements mutualisés), pierre angulaire de la mention de manière à tenir la cohérence des contenus pédagogiques, puis sur les outils de pilotage communs à développer : évaluation de la formation, analyse de l'insertion professionnelle des étudiant.e.s issu.e.s des différents parcours.